

Sécurité sociale

Un monde sans sécurité sociale

"Investissez dans les paradis sociaux" : la campagne conjointe du Centre d'information et d'éducation populaire (CIEP) du Mouvement ouvrier Chrétien et des Équipes populaires donne le ton. Adressée à tous - et particulièrement aux jeunes - elle alerte sur les dangers de privatisation de la sécurité sociale. Dans le jeu vidéo Sécu Wars, le héros doit survivre dans un futur tourmenté où toute protection sociale a disparu.

"En 2060, la débrouille et le chaos règnent en maître dans la société. Les gouvernements successifs ont affaibli le système de protection sociale. La sécurité d'existence pour tous est réduite à néant. Creusant ainsi un fossé vertigineux entre les "Nantis" et les "99%". Les citoyens doivent batailler chaque jour pour assurer leurs besoins de subsistances. Survivre est désormais leur seul quotidien."

Voilà pour le pitch de ce jeu vidéo, lié

brement inspiré de la célèbre saga intergalactique Star Wars. Dystopie ou exercice d'anticipation ? L'origine de la campagne tient dans les attaques répétées du gouvernement à l'encontre de la sécurité so-

ciale. Objectif : faire prendre conscience - de manière ludique - de ce que serait leur vie sans sécurité sociale.

Survivez-vous dans un monde sans sécu ?

Dans Sécu Wars, le héros bute contre une série d'événements malheureux. Tous sont liés aux sept composantes de la sécurité sociale : santé, pension,

chômage, allocations familiales, congés payés, accidents de travail, maladies professionnelles. À chaque étape du jeu, il est proposé au héros de faire des choix face à l'adversité. Ceux-ci influenceront la suite de son parcours. Mais attention, ils ne seront pas sans conséquences. Si le héros épouse trop vite ses réserves financières ou son capital santé, *game over*, la partie est terminée.

START

5h17 du matin, coup de fil du boss : "Votre collègue est enceinte, je viens de la virer, ramenez-vous immédiatement pour la remplacer." Pas le choix, en route !



Pépins de santé, quelle protection ?

Pas de chance : sur le chemin du travail, collision avec un réverbère et passage obligé chez le dentiste - non-conventionné. À la clef, une facture aussi douloureuse qu'une rage de dents.

Selon une étude de l'Union européenne, presque un dixième de la population belge postpose ou renonce à accéder à des soins, faute de moyens nécessaires. Ces chiffres ne sont pas une fatalité, rappellent le CIEP et les Équipes Populaires. Pour qui investir dans l'accessibilité et des soins de santé de qualité pour tous, c'est avant tout un choix de société.



Un accident de travail est vite arrivé

Vous venez d'être victime d'un accident de travail. Pas de bol pour vous, ceux-ci ne sont plus reconnus depuis la loi Charles Michel XXII de 2026 ! Allez à l'hôpital. Coût : 20.000 EUR

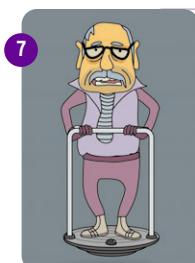
Lorsqu'on fait face à un accident de travail, cette protection octroie le remboursement

des frais médicaux et une indemnité en cas d'incapacité de travail temporaire ou permanente. Dans certaines entreprises comme Uber ou Deliveroo, les travailleurs n'ont pas droit à ce type de protection en cas d'accidents de travail. Ils se retrouvent dans une position de travailleurs précaires, avec moins de droits et de protection sociale.

Plus de congés payés

Vous vous sentez plus mal qu'à votre arrivée à l'hôpital, c'est de votre faute, vous n'aviez qu'à prévoir une assurance privée. Vous avez besoin de quelques jours de vacances pour vous en remettre. Puisque les congés payés n'existent plus depuis la loi Peeters XIV de 2030, que choisissez-vous ?

Instauré récemment par le gouvernement, le "don de congés entre collègues" permet aux travailleurs d'offrir anonymement des jours de congés à un collègue qui doit s'occuper d'un proche malade. Un "beau geste" en apparence, pour le CIEP et les Équipes Populaires. Selon eux, il "réinstaure, en réalité, la charité entre collègues, pour couvrir un besoin relevant clairement de la sécurité sociale".



Utiles, les pensions ?

Les pensions publiques ont disparu depuis la loi Bacquelaine XXXII de 2023. Vous n'avez pas mis de côté : tant pis pour vous, vous n'aviez qu'à naître chez les Trumps.

"Le coût du vieillissement et le taux d'emploi insuffisant sont régulièrement mis en avant pour tenter de convaincre que les pensions sont devenues impayables" avancent le CIEP et les Équipes Populaires. Ils craignent qu'à terme, la place occupée par la pension légale se réduise de plus en plus au profit de l'épargne privée et que les pensions deviennent aléatoires et plus inégalitaires.



Vous êtes renvoyé !

Vous n'avez presque plus de revenus, allez à la soupe populaire.

Quand on perd son emploi, l'assurance chômage fournit un revenu de remplacement et donne droit à un soutien à la recherche d'emploi et la formation professionnelle. Le CIEP et les Équipes Populaires pointent certaines mesures gouvernementales réduisant de plus en plus l'accès, la durée et le montant des allocations. Pour eux, il y a trop peu d'emplois disponibles pour tous les gens qui en cherchent. Ils militent pour une réduction collective du temps de travail.



Un enfant, ça coute cher ?

Pas de bol pour vous, les allocations familiales n'existent plus depuis la loi Georges-Louis Bouchez de 2022.

Aujourd'hui, tout enfant résidant en Belgique bénéficie d'allocations familiales jusqu'à 18, 21 ou 25 ans, selon sa situation. Sans elles, estiment

certaines spécialistes du secteur, la part d'enfants vivant sous le seuil de pauvreté en Belgique augmente de plus de 11%.



La meilleure défense, c'est l'attaque

Face à ce qu'ils perçoivent comme des "assauts" qui fragilisent la sécurité sociale, les auteurs de la campagne "Investissez dans les paradis sociaux" enjoignent à réagir et réinventer la sécu de demain.

Si réaffirmer l'importance des acquis sociaux reste essentiel, s'en réduire à cela est insuffisant, expriment les auteurs. Car, enchainant-ils, l'organisation du travail sur laquelle la sécu a été construite connaît de profondes modifications : "contexte économique, impasses écologiques, bouleversements technologiques". Salaire à vie, allocation universelle, extension de la gratuité. Des pistes existent. Qui - sans faire l'unanimité - ont néanmoins le mérite de provoquer le débat. À la journée de lancement de la campagne "Paradis sociaux", ce vendredi 10 novembre, les participants ont été invités à formuler des propositions concrètes pour faire progresser la sécurité sociale. Une manière de réfléchir en dehors du cadre et d'emboîter ensemble un enjeu on ne peut plus collectif.



Une couverture maladie professionnelle, pour quoi faire ?

Pas de bol, les maladies professionnelles ne sont plus reconnues depuis la loi De Block XXVI de 2040.

Certaines maladies professionnelles comme le *burn out* touchent un grand nombre de personnes, expliquent les auteurs de la campagne. Pourtant, le *burn out* ne se trouve pas sur la liste des maladies actuellement reconnues.

// MATHIEU STASSART

Infos : www.secuwars.be